

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 650 / Mars 2021

TENDANCES CONJONCTURELLES

4^e trimestre 2020

Des incertitudes qui génèrent un climat des affaires pessimiste

Nouveau déclin de l'ICA

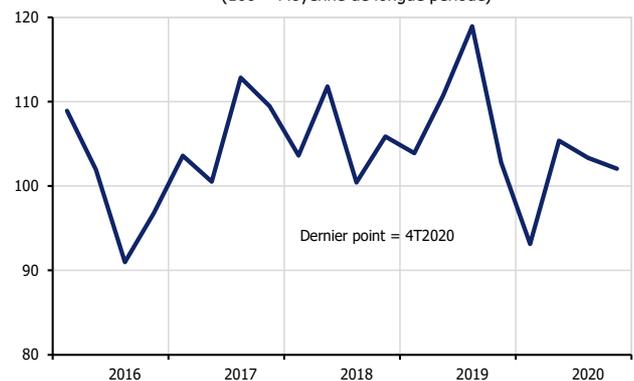
Après un troisième trimestre marqué par la prudence des chefs d'entreprise, la tendance défavorable se poursuit en fin d'année. L'Indicateur du climat des affaires (ICA) est de nouveau en repli (-1,3 point) pour s'établir à 102,1 points.

Dans un environnement sanitaire et social relativement dégradé, l'activité se trouve pénalisée, avec une tendance négative à la fin de l'année 2020. Cependant, depuis le deuxième trimestre, et malgré la persistance d'une certaine fragilité, la situation semble s'améliorer progressivement pour les entrepreneurs, quand bien même l'évolution de l'activité recouvre des réalités disparates : 37,3 % des entreprises interrogées déplorent encore une baisse de leur chiffre d'affaires par rapport au troisième trimestre 2020, tandis que 50,7 % déclarent une hausse.

La diminution des prix se prolonge sur la deuxième moitié de l'année et continue de favoriser la consommation des ménages, qui demeure très dynamique. Cette tendance se reflète également dans l'évolution des importations totales, qui poursuivent leur hausse avec des valeurs sans précédent à Mayotte.

En dépit des prévisions de dégradation du niveau des charges et des délais de paiement, les chefs d'entreprise anticipent, pour le début de l'année 2021, des perspectives d'amélioration de leur activité et de leur trésorerie. De même, leurs intentions d'investir se maintiennent à la hausse.

Indicateur du climat des affaires à Mayotte
(100 = Moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Légère baisse des prix, portée par les produits alimentaires et manufacturés

Indice des prix à la consommation
(En glissement annuel)

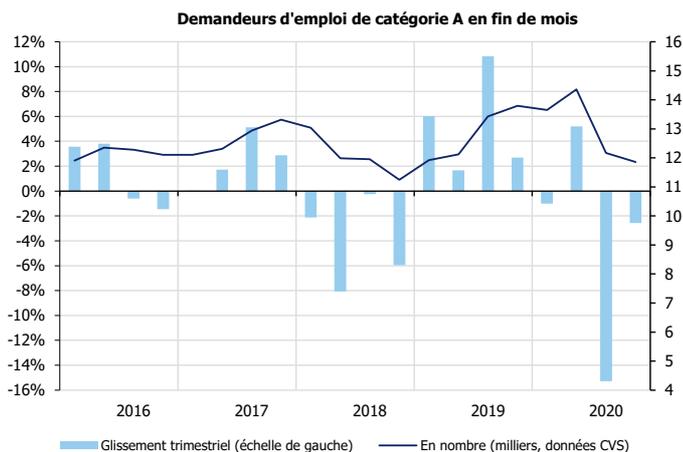


Source : Insee, données mensuelles

En décembre 2020, l'Indice des prix à la consommation (IPC) diminue de 0,5 % par rapport à septembre 2020. Cette évolution est portée par la déflation des produits alimentaires et manufacturés (respectivement -1,8 % et -0,7 %). Pour leur part, les prix de l'énergie progressent de 2,1 % ; ceux des services restent stables.

En revanche, l'IPC progresse légèrement en glissement annuel (+0,4 %), alors qu'il est stable en France. Les prix de l'alimentation, des produits manufacturés et des services se renchérissent respectivement de +1,1 %, +0,6 % et +0,4 % ; ceux de l'énergie sont en recul de 5,1 %.

Une baisse artificielle de la demande d'emploi ?



Source : Pôle emploi, désaisonnalisées par l'IEDOM

À fin 2020, Pôle emploi enregistre 11 856 demandeurs d'emploi en fin de mois de la catégorie A (DEFM A, CVS), soit une diminution de 2,6 % par rapport au troisième trimestre.

La baisse de la demande d'emploi est beaucoup plus marquée en glissement annuel. Au total, le nombre de DEFM A est en recul de 12,1 % par rapport au quatrième trimestre 2019.

Cette évolution concerne toutes les catégories d'âge et particulièrement les 25-49 ans pour lesquels les demandes d'emploi diminuent de 19,5 %. Les femmes sont davantage concernées par cette évolution (-16,2 % contre -12,6 % pour les hommes).

Toutefois, à l'instar des évolutions enregistrées en 2018, cette baisse est artificielle et ne représente pas une amélioration du marché de l'emploi. En effet, comme pour la crise sociale de 2018, la crise sanitaire de 2020 semble avoir les mêmes effets sur les chiffres de la demande d'emploi : une partie des demandeurs d'emploi, n'ayant pu mettre leur dossier à jour, se retrouve de fait exclue des statistiques.

La consommation des ménages maintient son dynamisme

Au quatrième trimestre 2020, la consommation des ménages reste très dynamique, avec une progression sensible pour tous les types de biens. Cependant, la hausse est moins prononcée qu'au cours du précédent trimestre.

Ainsi, la valeur totale des importations de produits courants augmente de 3,1 % (CVS). D'autre part, les importations de biens d'équipement du foyer et les immatriculations de véhicules neufs se stabilisent à respectivement +1,3 % et +0,9 % (CVS), après la forte croissance du troisième trimestre.

En glissement annuel, les importations de produits courants et de biens d'équipement sont en hausse sensible (respectivement +16,2 % et +6,6 % CVS). En revanche, les immatriculations de véhicules neufs sont stables.

Cette évolution se reflète dans l'encours des crédits à la consommation qui repart à la hausse sur le trimestre (+3,8 %), avec une progression beaucoup plus significative sur un an (+9,9 %).

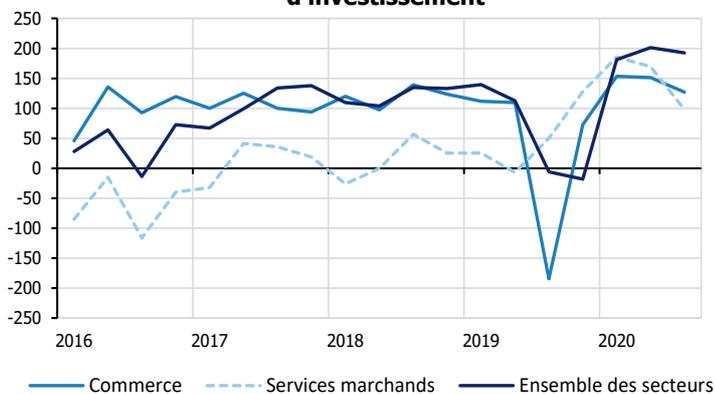
Importations de biens de consommation non durables

(En millions d'euros, données CVS)



Des intentions d'investissement toujours bien orientées

Solde d'opinion relatif aux prévisions d'investissement



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

En dépit d'une incertitude qui se prolonge sur le moyen et long terme, les chefs d'entreprises enquêtées demeurent optimistes quant à leur intention d'investir.

Ainsi, l'année 2020 se termine avec des encours de crédits d'investissement et de crédits d'exploitation en hausse (+2,1 % et +3,5 % respectivement). L'évolution de ces derniers peut s'expliquer également par le recours massif des entreprises aux Prêts garantis par l'État (PGE), pour faire face aux difficultés de trésorerie rencontrées depuis l'apparition de la crise sanitaire.

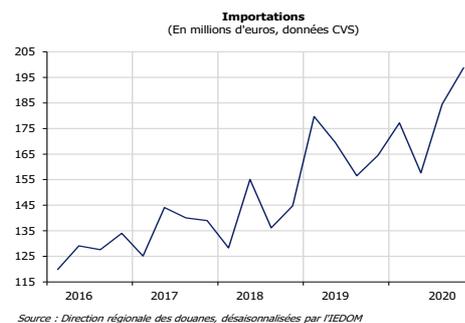
Par ailleurs, les importations de biens d'équipement et de biens intermédiaires continuent de progresser, respectivement de 10,3 % et de 8,4 % (CVS) par rapport aux valeurs du troisième trimestre.

Les importations continuent de progresser significativement

Les importations enregistrent une hausse significative pour le deuxième trimestre consécutif (+7,7 %, CVS). Cette évolution est d'autant plus remarquable qu'en glissement annuel, la valeur totale augmente de 20,8 % par rapport au quatrième trimestre 2019.

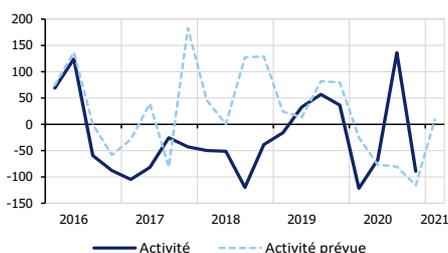
Cette progression est portée aussi bien par les ménages (produits courants et biens durables) que par les entreprises (biens d'investissement et intermédiaires).

Pour leur part, les exportations poursuivent leur rattrapage, après la chute de la première moitié de l'année ; elles enregistrent une hausse importante sur le trimestre (+31,3 %, CVS) ce qui leur permet de revenir à un niveau proche de la fin d'année 2019 (-3,4 % en glissement annuel, CVS).



La reprise de l'activité globale au précédent trimestre ne se confirme pas

Solde d'opinion relatif à l'activité globale du trimestre



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Malgré la nette amélioration des résultats au précédent trimestre et la mise en place des dispositifs d'aide aux entreprises, les chefs d'entreprise font état d'une détérioration de l'activité globale en fin d'année 2020.

En dépit d'une certaine stabilité des trésoreries et d'une hausse de l'embauche, les charges et les délais de paiement s'alourdissent davantage ce trimestre. Toutefois, nonobstant l'anticipation d'un nouvel impact des charges et des délais de paiement, les perspectives pour le début de 2021 s'améliorent et laissent entrevoir une légère amélioration de l'activité globale et de l'état des trésoreries.

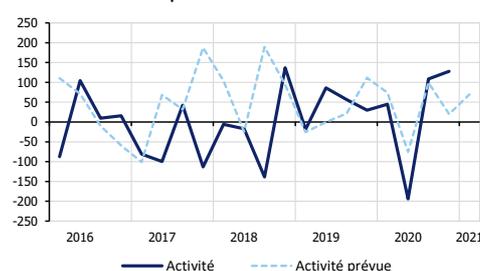
La redynamisation du secteur du BTP se confirme malgré des faiblesses

La reprise de l'activité du BTP au précédent trimestre se confirme en fin d'année 2020. Ces résultats sont toutefois contrariés par la dégradation des trésoreries, des délais de paiement et des charges d'exploitation. Cependant, les prévisions d'investissement du secteur ne semblent pas pénalisées.

Pour le début de l'année 2021, les chefs d'entreprise anticipent un allègement des charges et une amélioration des trésoreries qui permettraient de soutenir une croissance de leur volume d'activité. Toutefois, les perspectives sont négatives pour ce qui concerne les délais de paiement.

Quoiqu'en baisse sur le trimestre, les volumes d'importation de ciment restent supérieurs à ceux enregistrés au cours des deux précédentes années.

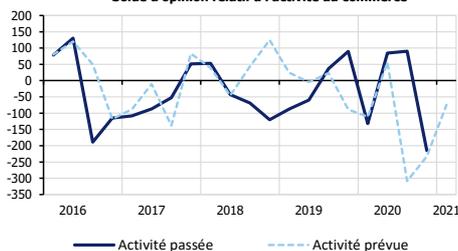
Solde d'opinion relatif à l'activité du secteur BTP



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Les commerçants peinent à retrouver leur niveau d'activité

Solde d'opinion relatif à l'activité du commerce



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Comme anticipé au cours de l'enquête du précédent trimestre, l'activité du secteur du commerce s'est dégradée en fin d'année. Cependant, en dépit d'une détérioration sensible des charges d'exploitation pour le troisième trimestre consécutif, les chefs d'entreprises font part d'une amélioration des trésoreries et des délais de paiement.

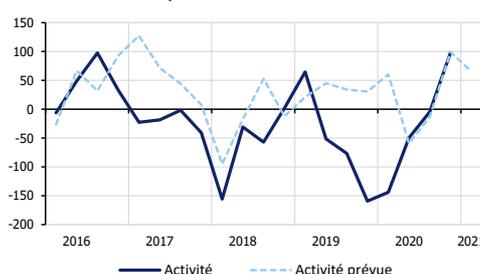
Les commerçants restent pessimistes pour le début de 2021 ; pour le premier trimestre, ils prévoient une nouvelle baisse de leur activité - qui serait toutefois moindre que celle de la fin 2020 - conjuguée à un alourdissement des charges d'exploitation et des délais de paiement.

Le secteur tertiaire se relève

L'activité du secteur des services marchands se redresse significativement et atteint un solde d'opinion largement positif. Bien que déplorant l'alourdissement des charges, les chefs d'entreprise font part d'une amélioration des délais de paiement et des trésoreries.

L'optimisme des chefs d'entreprise quant à l'évolution de l'activité du secteur se maintient pour le début de 2021. Les prévisions d'investissement demeurent bien orientées, en dépit de l'anticipation d'une dégradation des trésoreries.

Solde d'opinion relatif à l'activité des services marchands



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

La conjoncture régionale et internationale

EN 2020, UN CHOC PARTICULIEREMENT SEVERE POUR LES ECONOMIES DE LA REGION DEPENDANTES DU TOURISME INTERNATIONAL

En **Afrique du Sud**, les dernières prévisions de la Banque centrale tablent sur une contraction du PIB de 7,1% en 2020 après une croissance atone en 2019 (+0,2 %). Alors que la reprise au troisième trimestre a été vigoureuse, les perspectives sont assombries par la nouvelle vague épidémique que connaît le pays en fin d'année et l'apparition du variant sud-africain. De nouvelles mesures de restriction sont ainsi entrées en vigueur mi-décembre. De plus, la forte baisse des investissements publics et privés en 2020 et leur faiblesse persistante en 2021 devraient peser sur les perspectives de croissance. Celle-ci est attendue à +3,6 % en 2021 par la banque centrale sud-africaine.

À **Maurice**, l'impact économique de la pandémie est particulièrement fort en 2020 et la contraction du PIB est estimée à 15,2 % sur l'année par l'institut statistique. Le secteur du tourisme, qui représente 13 % du PIB, est extrêmement touché par les mesures de confinement et la suspension des vols internationaux. D'autres secteurs clés tels que l'industrie manufacturière, le commerce, la construction et les transports ont également subi une perte importante de production. Si les perspectives à court terme restent incertaines, le déploiement de la vaccination dans le monde améliore les perspectives. Le potentiel de croissance du territoire est par ailleurs élevé. La Banque centrale mauricienne prévoit une croissance du PIB de 7,9 % en 2021.

À **Madagascar**, la crise de la Covid-19 a eu des impacts fortement négatifs sur l'économie. Le PIB se contracterait de 3,2 % en 2020 selon les prévisions du FMI après une croissance de 4,8 % en 2019. L'arrêt du tourisme, la forte baisse des échanges commerciaux et la perturbation des chaînes d'approvisionnement ont fortement pénalisé l'activité économique malgache. L'économie a entamé au troisième trimestre une reprise grâce notamment au rebond de la demande intérieure avec la levée des restrictions de circulation. Le retour progressif du commerce mondial favorise également l'activité. Les perspectives restent modérées pour 2021 avec une hausse de 3,2 % du PIB prévue par le FMI pour 2021.

Le choc économique lié à la pandémie de coronavirus est particulièrement sévère pour l'archipel des **Seychelles** dont l'économie est très dépendante du tourisme international. En effet, le tourisme représente environ 30 % du PIB. Le FMI prévoit une contraction de près de 14 % du PIB pour 2020. L'économie devrait être durablement touchée et les perspectives pour 2021 restent moroses : +4,1 % de croissance par rapport à 2020.

L'activité économique se contracterait de 1,8 % aux **Comores** en 2020 en conséquence de la crise sanitaire internationale. L'archipel avait déjà fortement été affectée en 2019 par le passage du cyclone Kenneth (avril 2019). Dans un contexte où les efforts de reconstruction engagés après le cyclone auraient eu un impact positif, l'économie comorienne est affectée par les mesures de distanciation sociale appliquées pour faire face à la propagation du virus, mais aussi par les perturbations sur les échanges commerciaux et par l'arrêt du tourisme. Les perspectives sont plus favorables pour 2021 avec une croissance prévue à 2,9 %.

Sources : Banques centrales, institutions nationales, FMI

LA CONTRACTION DE L'ECONOMIE MONDIALE FINALEMENT MOINS MARQUEE QUE PREVU EN 2020

Selon les dernières estimations publiées par le FMI en janvier 2021, le PIB mondial aurait reculé de 3,5 % en 2020, soit 0,9 point de mieux qu'anticipé en octobre. Cette révision s'explique principalement par une reprise de l'activité plus vigoureuse que prévu au deuxième semestre de l'année. Pour 2021, l'économie mondiale devrait connaître une croissance de 5,5 %. Cette prévision a été revue à la hausse de 0,3 point de pourcentage par rapport à octobre, en lien avec l'optimisme placé dans les vaccins et les mesures de soutien supplémentaires annoncées dans plusieurs grandes économies.

Aux États-Unis, après le net rebond enregistré au troisième trimestre (+7,5 % en rythme trimestriel), le PIB a augmenté dans une moindre mesure au cours des trois derniers mois de l'année (+1,0 %). La consommation a peu progressé (+0,6 %) tandis que l'investissement privé a enregistré une hausse de 5,8 %. Sur l'ensemble de l'année 2020, le PIB a reculé de 3,5 %, soit la plus forte baisse enregistrée depuis 1946. Pour 2021, le FMI table sur une croissance du PIB de 5,1 %.

Dans la zone euro, le PIB s'est contracté de 0,6 % au quatrième trimestre selon Eurostat après une hausse de 12,4 % au trimestre précédent. Le taux de chômage est quant à lui resté stable à fin décembre (8,3 %) tout comme le taux d'inflation qui reste établi à -0,3 % pour le quatrième mois consécutif. Sur l'année entière, le PIB a diminué de 6,8 % selon les estimations d'Eurostat et de 7,2 % selon le FMI. L'Allemagne serait l'un des pays de la zone avec le repli le moins marqué (-5,4 %), alors que l'Espagne verrait son PIB chuter de 11,1 % sur l'année. En 2021, la zone euro pourrait voir son PIB progresser de 4,2 % selon le FMI.

En France, le confinement en vigueur entre fin octobre et mi-décembre, ainsi que les couvre-feux survenus avant et après cette période, ont entraîné une baisse du PIB de 1,3 % au quatrième trimestre. Le deuxième confinement a particulièrement impacté la consommation des ménages, qui s'est contractée de 5,4 %, tandis que l'investissement a poursuivi sa reprise (+2,4 % après +24,0 % au trimestre précédent). Les exportations (+4,8 %) ont par ailleurs augmenté plus rapidement que les importations (+1,3 %) pour le deuxième trimestre consécutif. L'Insee estime que le PIB a chuté de 8,3 % sur l'ensemble de l'année. Une hausse de l'ordre de 5 % est attendue en 2021 selon la Banque de France.

Au Japon, la trajectoire positive enregistrée au troisième trimestre s'est poursuivie avec une augmentation du PIB de 3,0 % sur les trois derniers mois de l'année. La consommation des ménages et l'investissement ont respectivement progressé de 2,2 % et 4,5 % sur la période. Le FMI estime que le PIB s'est contracté de 5,1 % en 2020 et il anticipe un rebond de 3,1 % en 2021.

Le recul du PIB dans les pays émergents et en développement a finalement été moins important que prévu en 2020 (-2,4 % contre -3,3 % anticipé par le FMI en octobre). En Chine, le PIB a enregistré une hausse de 2,3 % sur l'année tandis qu'à l'inverse l'Inde, le Mexique et le Brésil, fortement touchés par la crise sanitaire tout au long de l'année, ont vu leur activité économique se dégrader nettement (respectivement -8,0 %, -8,5 % et -4,5 %). En 2021, le FMI prévoit un rebond du PIB de 6,3 % dans ce groupe de pays.

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 17 février 2021.